

approvisionnement au lieu de les augmenter et finirait par faire augmenter les prix des aliments dans les magasins américains. Contrairement au député de Don Valley, qui a demandé que l'on intègre des contrôles permanents à notre mécanisme fiscal, et c'est bien ce qu'il a dit aujourd'hui, le président a averti que des contrôles permanents enfermeraient l'économie dans une camisole de force.

Le programme annoncé par le président soulève un certain nombre de questions importantes. Par exemple, quels seront les effets d'un blocage du prix des denrées qui font l'objet d'un commerce international tel que le bois d'œuvre, le cuivre, le café, l'huile, le sucre, etc? Cela va-t-il diminuer les quantités des denrées disponibles pour l'importation? Il serait intéressant de savoir si le parti conservateur croit que le Canada devrait, comme le propose le président, imposer des contrôles sur l'exportation des produits alimentaires afin que les prix ne puissent pas augmenter chez nous. Je me demande si une telle politique serait bien accueillie par les fermiers de notre pays, et quels seraient ses effets sur notre balance des paiements à l'égard des autres pays? En fait, nous étudions les conséquences de l'autorisation de contrôler les exportations que demande le président et qu'elles pourraient être les mesures de représailles prises par les autres pays du monde.

Vous comprendrez après tout ce que j'ai dit que ni moi, ni le gouvernement, ne nous inquiétons trop d'être accusés par le député de Don Valley et son parti d'adhérer à une politique démodée. Il est en effet évident maintenant que le parti conservateur, lui, n'a plus aucune politique, ni à la mode ni démodée.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Ottawa-Carleton): Qu'offre-t-il à la place de politiques qui pourraient aider les Canadiens de façon réelle et durable? Une suite interminable et mouvante de charlatanismes et de panacées, ce sont les mots du député de Don Valley qui ne sont dictés que par l'évolution quotidienne des événements et de l'humeur populaire qui influencent les économistes comme tout le monde. Depuis de nombreux mois nous poursuivons une politique concertée et cohérente qui vise à promouvoir une croissance forte, stable et continue dans la production, les emplois et les revenus réels. Évidemment, nous continuons à faire face à divers problèmes, comme toujours, et le problème du coût de la vie est actuellement l'un de nos premiers soucis et il est inquiétant et pénible pour tous les Canadiens.

Même si l'opposition est libre de continuer à offrir ses panacées de promesses de solutions magiques pour chaque problème, ce n'est qu'un jeu d'économie esthétique. Nous, par contre, avons la responsabilité de faire tout en notre possible pour poursuivre une politique pratique, possible et efficace qui à long terme jouera à l'avantage, et non au détriment, du peuple canadien. Nous avons l'intention de continuer à nous acquitter de cette responsabilité du mieux que nous le pouvons.

Des voix: Bravo!

M. Terry Grier (Toronto-Lakeshore): Monsieur l'Orateur, cette demi-heure pendant laquelle nous avons entendu le ministre faire des remontrances au député de Don Valley et à ses collègues fut assez divertissante. Mais on peut supposer que le ministre agissait en vertu du vieux principe que la meilleure défense est encore l'offen-

Coût de la vie

sive. Je pense qu'il est utile de souligner qu'il y a de nombreux secteurs où le gouvernement est très vulnérable à la critique de sa gestion de l'économie, et particulièrement sa façon d'aborder le problème de l'augmentation du coût de la vie, secteurs dans lesquels le gouvernement peut et devrait agir incontinent.

● (1640)

Par exemple, je pense qu'au lieu d'attaquer les politiques si vulnérables des conservateurs, le ministre et ses collègues feraient mieux de présenter une mesure qui permettrait au gouvernement d'appliquer les recommandations de la Commission de révision des prix de l'alimentation qu'il a établie pour une période déterminée, et de permettre au gouvernement certaines mesures comme des diminutions sélectives de prix ou l'interdiction sélective des augmentations proposées. Plus d'une fois, le gouvernement s'est attribué le mérite d'avoir créé cette Commission. Dans un discours prononcé devant l'Association des consommateurs canadiens hier, le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Gray) a beaucoup vanté les possibilités de cette Commission. Mais le ministre sait, tout comme nous, que si le gouvernement n'est pas prêt de faire suivre les recommandations de cette Commission de quelques mesures concrètes, il s'ensuivra qu'elle n'aura guère contribué à la solution du problème qu'on lui avait demandé de trouver.

J'ai noté avec satisfaction que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald) a annoncé aujourd'hui qu'on a établi des contrôles à l'exportation de l'essence et de l'huile de chauffage. C'est une méthode qui permettra d'influer sur le coût de ces produits au Canada. C'est une mesure qui, selon moi, aurait dû être prise il y a longtemps, mais au moins elle indique que le gouvernement est disposé à accepter certaines des propositions faites par ce côté-ci de la Chambre.

Si le gouvernement s'intéresse à s'attaquer au facteur psychologique de l'inflation, il pourrait accomplir beaucoup plus en intervenant pour forcer GM à supprimer les hausses de prix de ses modèles 1973 qu'on vient d'annoncer; ainsi il démontrerait aux grandes sociétés de ce pays qu'elles doivent respecter les engagements pris envers le gouvernement qui étaient, il est à croire, acceptés de bonne foi par ce dernier. J'estime que ce genre de mesure peut avoir beaucoup plus d'influence sur l'aspect psychologique de l'inflation que la méthode plutôt incommode à laquelle a fait allusion le député de Don Valley (M. Gillies), mais sans en avoir précisé les détails.

Une des mesures les plus constructives que le gouvernement puisse utiliser à l'égard du coût de la vie serait de fixer un taux d'intérêt maximal aux hypothèques résidentielles, aux taux d'intérêt sur les prêts aux petites entreprises et aux prêts au consommateur. Notre parti a suggéré, et en fait, essayé de faire amender en ce sens le projet de loi récemment soumis à cette Chambre, de limiter les taux d'intérêts sur les hypothèques résidentielles, et nous aurons bientôt affaire à une proposition très insipide du gouvernement dont le but est de fournir plus de fonds pour les hypothèques résidentielles. Mais le problème ne réside pas dans la rareté du crédit hypothécaire; c'est plutôt le taux d'intérêt de ces fonds qui place l'habitation à la portée des simples citoyens.